

COLLEGE F.X. VOGT		ANNÉE SCOLAIRE : 2022/2023
DÉPARTEMENT D'ÉDUCATION A LA CITOYENNETÉ ET A LA MORALE	PROBATOIRE BLANC	Coef. : 2
Classes : 1 ^{ères} A, C, D, SES, TI	ÉDUCATION A LA CITOYENNETÉ ET A LA MORALE	DURÉE : 2H

PREMIERE PARTIE : ÉVALUATION DES RESSOURCES

9pts

1) Présente deux (02) dispositifs locaux de lutte contre l'extrémisme violent au Cameroun, dans une production de 10 à 15 lignes. 5pts

2) Document :

Tous les citoyens ont le droit de participer librement à la direction des affaires publiques de leur pays, soit directement, soit par l'intermédiaire des représentants librement choisis, ce, conformément aux règles édictées par la loi. Tous les citoyens ont également le droit d'accéder aux fonctions publiques de leur pays. Toute personne a le droit d'user des biens et services publics dans la stricte égalité de la loi... Toute personne a le droit de travailler dans les conditions équitables et satisfaisantes et de percevoir un salaire égal pour un travail égal.

Source : Charte Africaine Des Droits De l'Homme Et Des Peuples.

Dégage deux (02) attitudes citoyennes contenues dans ce document et ressors deux (02) bienfaits liés à ces attitudes. 4pts

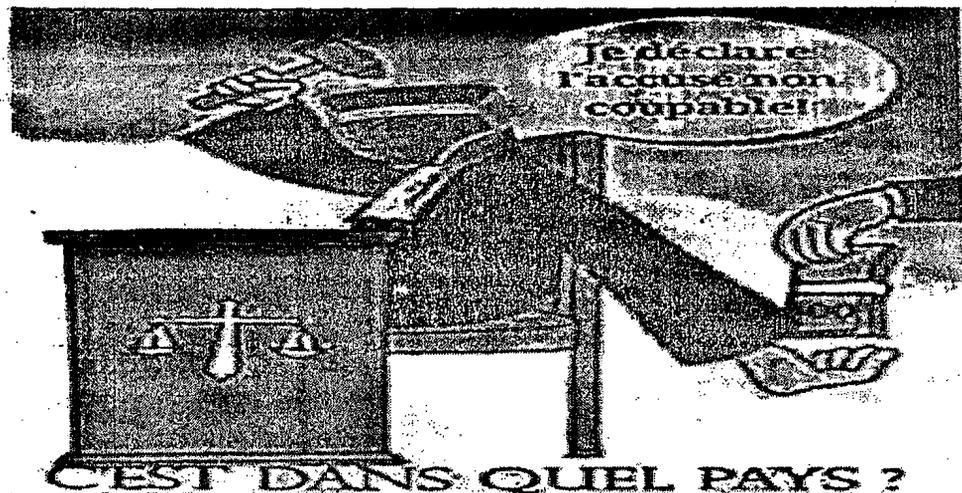
DEUXIEME PARTIE : EVALUATION DE L'AGIR COMPETENT

9pts

Thème : La promotion et protection des droits de l'Homme et de l'intégrité morale.

Documents :

Document 1 : Un cas de corruption



Source : www.google.image

Document 2 : Cameroun : Fonction publique : un autre concours annulé à l'Enam

210 candidats traînent l'Etat en justice. Les services du premier ministre et la présidence se rejettent les responsabilités. L'affaire est pendante à la Cour suprême.

Le 20 juillet dernier, le directeur général de l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (Enam) a rendu publique la décision portant interdiction temporaire de présenter les concours d'entrée dans cette école à certaines personnes pour cause de " fraude " constatée lors des épreuves écrites et orales du dernier concours d'entrée à l'Enam. Au total, 106 candidats déclarés dont 24 définitivement admis et 88 admissibles aux différentes épreuves des cycles " A " et " B ", tombent donc sous le coup de la sanction. Cette décision qui fait aujourd'hui l'objet de contestation par les candidats infortunés au moment où une double enquête administrative et préliminaire de justice a été ouverte à la direction de la police judiciaire à Yaoundé, rappelle une autre mesure rendue publique le 24 mai 2002 par le Premier ministre, Peter Mafany Musongé. Aujourd'hui pendante devant la Chambre administrative de la Cour suprême, le contentieux ainsi née de cette décision, embarrasse énormément le gouvernement. ...

Source : <https://fr.allafrica.com/stories/200407290162.html>

Document 3 : Les effets économiques de la corruption au Cameroun

La corruption est donc l'un des obstacles majeurs au développement du Cameroun. (...).

La corruption influence significativement le processus de concession des marchés publics. La priorité accordée à leurs intérêts personnels par les fonctionnaires chargés de mener ce processus les amène à fausser le jeu de la concurrence qui devrait caractériser la procédure d'octroi des marchés publics. (...)

La corruption est pratiquée dans tous les postes de recettes publiques. Il se développe ici un marché secondaire de service public, l'objectif étant de réduire le coût effectif du service public sur l'utilisateur, la différence étant répartie entre le fonctionnaire et l'utilisateur. Le résultat final est la baisse des recettes publiques.

Source : TITI NWEL P. (dir), De la corruption au Cameroun, Friedrich-Ebert-Stiftung Cameroun, 1999, pp.210-211.

Document 4 : Le Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE)

La Mission dévolue aux Services du Contrôle Supérieur de l'Etat en tant qu'Institution Supérieure de Contrôle des Finances Publiques (ISC) est des plus exaltantes. Elle va au-delà de l'exercice au quotidien du métier de contrôle de la gestion des Fonds Publics, qui incombe aux vérificateurs de l'Institution, dans le strict respect des normes et règles généralement admises en la matière. En effet il s'agit pour cette Institution de premier ordre, de s'assurer du respect, par l'Ensemble des citoyens ainsi que de tous ceux qui sont appelés même de manière occasionnelle à gérer le bien public, des règles d'éthique et de déontologie qui gouvernent le secteur de la Protection de la Fortune Publique qui est, le cœur de son activité. Dans cette perspective, il incombe à cette Institution et ce, en collaboration avec les autres Institutions, qui concourent à la protection du bien public contre la spoliation, les détournements et autres formes d'atteintes, de promouvoir une saine gouvernance publique financière et administrative, condition sine qua none pour l'atteinte des objectifs de développement humain et social durable, que le Gouvernement s'est fixé.

Source : <https://www.consupe.gov.cm/fr>, consulté le 29 novembre 2020

Consigne de travail : Malgré la création des structures de lutte contre la corruption, ce phénomène subsiste toujours dans nos sociétés et ce sous diverses formes. **Rédige une production cohérente dont les grandes lignes reposent sur les tâches suivantes :**

- 1) Présente deux (02) manifestations de la corruption dans la vie de tous les jours. **3pts**
- 2) A partir d'exemples concrets, analyse deux (02) conséquences qui montrent que la corruption est une gangrène sociale. **3pts**
- 3) Propose deux (02) stratégies pour lutter efficacement contre la corruption dans ton pays. **3pts**

Présentation : 2pts